

Le gouvernement dévoilé aujourd'hui

Prévue hier, l'annonce de sa composition a été repoussée de 24 heures



Parmi les noms qui circulaient hier (de gauche à droite et de haut en bas) : les proches d'Emmanuel Macron bien sûr (Richard Ferrand, Gérard Collomb, Christophe Castaner) ; l'ex-ministre (PS) de la Défense Jean-Yves Le Drian ; les Républicains Bruno Le Maire, Benoist Apparu, Franck Riester et Nathalie Kosciusko-Morizet ; les centristes François Bayrou, Marielle de Sarnez et Sylvie Goulard ; l'ex-chiraquienne Anne-Marie Idrac ; et des personnalités de la société civile comme Nicolas Hulot ou la spécialiste de la communication Axelle Tessandier. (Photos AFP, Ip3, MaxPPP/EPA, PQR/L'Est républicain, François Vignola et DR)

Décidément, la «recomposition» ne se fait pas sans couacs. Après ceux auxquels ont donné lieu les investitures de La République en marche! pour les législatives, puis la longue attente, lundi, autour de la nomination du nouveau Premier ministre, c'est hier la formation du gouvernement qui s'est révélée plus compliquée que prévue. Initialement attendue «en fin de journée», l'annonce de sa composition a finalement été reportée à aujourd'hui, 15 heures. Par contrecoup, le premier Conseil des ministres du quinquennat Macron est également reporté d'un jour, à demain, comme le Conseil de défense.

Resserré et paritaire

Raison avancée à ce pataquès : «introduire un temps de vérification afin que la direction générale des Finances publiques et la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP) puissent passer au scanner les ministres pressentis. Dans le collimateur : d'éventuels conflits d'intérêts et irrégularités fiscales.

Que l'exécutif cherche à éviter un nouveau cas Thévenoud – du nom du secrétaire d'État nommé en 2014 dans le gouvernement Valls et contraint à démissionner au bout de neuf jours en raison de retards de déclarations de revenus – est aisément compréhensible, surtout alors qu'il a fait de la moralisation de la vie publique une de ses priorités. Mais il se pourrait aussi que les tractations en coulisses s'avèrent tout simplement plus longues que prévues.

Le nouveau Premier ministre, Edouard Philippe, reçu hier matin à l'Élysée, a en effet face à lui une lourde tâche. Très attendue, cette première équipe gouvernementale, promise «resserrée» – une quinzaine de ministres –, paritaire, et largement ouverte à la «société civile», est censée incarner le «renouvellement politique» promis, dans la perspective des législatives.

Hulot serait partant

Depuis sa nomination, le président trentenaire a certes fait la part belle aux moins de 50 ans : un Premier ministre de 46 ans, plus jeune locataire de Matignon depuis 30 ans, jamais ministre ; un n°2 de l'Élysée de 44 ans ; et un conseiller spécial de 30 ans. Mais les cinq nominations officielles concernent pour l'heure exclusivement des hommes, dont quatre énarques, comme Emmanuel Macron lui-même.

Pour incarner la société civile, le chef de l'État veut convaincre Nicolas Hulot d'accepter un «ministère de la Transition éco-

logique». Habitué à refuser ministères et candidatures diverses, l'ex-animateur de TF1 a décidé «cette fois-ci de franchir le pas», sous certaines conditions, selon un proche.

Suivant le sillon ouvert par Édouard Philippe, d'autres «prises de guerre» devraient suivre chez Les Républicains, tel l'ancien ministre Bruno Le Maire, qui se verrait bien au Quai d'Orsay ou à la Défense.

Pour Accoyer, «la droite tient»

Autres noms cités à droite : le juppéiste Benoist Apparu, ou encore le lemairiste Franck Riester – tous deux signataires, comme plus d'une centaine d'élus de droite et du centre (parmi lesquels Nathalie Kosciusko-Morizet, qui lorgne aussi sur la Défense, ainsi que Jean-Louis Borloo et Christian Estrosi) de l'appel initié par le député Thierry Solère à saisir la «main tendue» par le nouveau chef de l'État. Et contre lequel les instances dirigeantes des Républicains s'apprêteraient à

lancer une riposte (lire en page suivante). Mais «la droite tient», a estimé hier le secrétaire général des Républicains, Bernard Accoyer, contre ce que le chef de file du parti, François Baroin, a qualifié hier matin sur RMC de tentative de «dynamitage».

À gauche, Jean-Yves Le Drian est donné comme seul survivant du gouvernement Caze-neuve. Piliers de la campagne venus du PS, Richard Ferrand, Christophe Castaner et Gérard Collomb – ce dernier donné favori pour l'Intérieur –, semblent incontournables.

Bayrou garde des Sceaux ?

Au centre, malgré la passe d'armes autour des investitures de La République en marche! et du MoDem pour les législatives, François Bayrou entrera bien au gouvernement, selon l'entourage du chef de l'État, peut-être à la Chancellerie. Et les femmes ? Emmanuel Macron, dont le premier cercle durant la campagne était très masculin, a promis la parité. Les noms de Marielle de Sarnez, bras droit de François Bayrou, de l'ex-ministre chiraquienne Anne-Marie Idrac, ou de la députée européenne MoDem Sylvie Goulard circulent aussi. Emmanuel Macron pourrait également choisir de propulser de jeunes espoirs féminins du privé, comme Astrid Panosyan, passée par la direction d'Unibail-Rodamco, la spécialiste de communication Axelle Tessandier, la productrice de cinéma Frédérique Dumas ou Amélie Castéra-Oudéa, cadre sup d'Axa, intéressée par les Sports.

